



PARTI POUR LA REFORME DU VIETNAM

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viet Tan) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.

www.viettan.org

9 février 2007

Contacts :

M. Binh Nguyen (France) : +33 6-63-79-92-56

Mme Angelina Do (Etats-Unis) : +1 916-248-1588

Mme Sofie Bui (Australie) : +61 411-789-585

Email : Media@viettan.org

Les lauréats du prix Hellman/Hammett et leurs familles sont terrorisés par les autorités vietnamiennes

Trois jours après la diffusion de la liste des lauréats 2007 du prestigieux prix Hellman/Hammett par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, les autorités vietnamiennes se sont vengées en menant des actions terroristes contre les intéressés et d'autres militants pour la démocratie.

Peu après l'annonce de Human Rights Watch, lorsqu'on l'interrogeait sur la situation politique et des droits de l'homme au Viêt Nam, le ministre vietnamien des affaires étrangères a répondu succinctement qu'« il n'y a pas de répression politique au Viêt Nam ». Il a aussi condamné Human Rights Watch pour avoir diffusé des informations erronées. Et pourtant, les violations des droits de l'homme et la répression politique se produisent quotidiennement dans ce pays. Après avoir arrêté et interrogé les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, ainsi que les ingénieurs Bach Ngoc Duong, Nguyen Phuong Anh et Pham Van Troi sans motif écrit, les autorités se tournent à présent vers leurs familles. Le but de la manœuvre est d'intimider et de mettre sous pression l'entourage des militants afin que ces derniers renoncent à la voie de la dissidence.

Après avoir été frappé par la police durant son arrestation le 3 février, M. Bach Ngoc Duong et sa famille ont été emmenés de force dans un bâtiment des autorités locales. Là-bas, ils ont été publiquement dénoncés d'espionnage puis jugés sur ce chef d'accusation. Ensuite, les autorités ont obligé la famille de M. Bach à signer une déposition les engageant à garder ce dernier à domicile.

De même, dans la soirée du 8 février, dans le bâtiment gouvernemental Bach Khoa, la Sûreté Publique A42 a mobilisé environ 200 personnes âgées de 60 à 90 ans, pour former ce qu'ils appellent l'Assemblée Populaire. Ils ont emmené dans ce lieu l'avocat Nguyen Van Dai, un des 8 lauréats vietnamiens du prix Hellman/Hammett, pour une séance de dénonciation publique au cours de laquelle on l'a accusé de trahison et d'être un élément réactionnaire. Durant les deux heures de ce simulacre de procès, Nguyen Van Dai n'a pas été autorisé à parler pour se défendre. Puis, les autorités ont voulu obliger Dai à signer une confession écrite ainsi qu'une demande de retrait de sa licence d'avocat. Réponse de M. Nguyen Van Dai : « Vous pouvez me tuer, mais je ne signerai jamais ».

Ces lâches méthodes des autorités vietnamiennes ne font qu'exposer davantage les signes de la répression politique au Viêt Nam. Viêt Tân condamne ce harcèlement et appelle les dirigeants internationaux, les organisations de défense des droits de l'homme à demander aux autorités vietnamiennes de cesser immédiatement les persécutions à l'encontre de ceux qui exercent pacifiquement leurs libertés élémentaires.

###